



COMMUNE DE LAPALISSE

TRAVAUX SUR VOIRIE COMMUNALE **Programme 2017**

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

MAIRIE DE LAPALISSE - B.P. 63 - 03120 LAPALISSE
Tél. : 04 70 99 00 86 - Télécopie : 04 70 99 34 73
E-Mail : lapalisse@ville-lapalisse.fr - Web : <http://www.ville-lapalisse.fr>

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

Maître de l'ouvrage

COMMUNE DE LAPALISSE

Objet de la consultation

**TRAVAUX SUR VOIRIE COMMUNALE
PROGRAMME 2017**

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le mardi 11 juillet 2017 à 12 heures

REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
SOMMAIRE.....	3
ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l’attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	4
2-5. Variantes.....	5
2-6. Durée du marché.....	5
2-7. Délai de validité des offres	5
2-8. Propriété intellectuelle	5
2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défenses.....	5
2-10. Modification de détail au dossier.....	5
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES.....	5
3-1. Documents fournis aux candidats.....	6
3-2. Composition de l’offre à remettre par les candidats	6
3-3. Documents à fournir par le candidat retenu.....	8
ARTICLE 4 – JUGEMENT, EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	9
4-1. Sélection des candidatures.....	9
4-2. Jugement et classement des offres.....	9
ARTICLE 5 – NEGOCIATION	11
ARTICLE 6 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DE L’OFFRE.....	11
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	12

REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne l'opération suivante :

Travaux sur voirie communale à Lapalisse – Programme 2017

Il s'agit de réaliser des travaux d'aménagement de voirie.

Cette prestation de travaux fera l'objet d'un marché en procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les travaux devront démarrer début septembre 2017 pour une durée maximale de deux mois et demi, période de préparation incluse mais période de congés non comprise, **le chantier devant être terminé impérativement le 17 novembre 2017**

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La consultation est lancée selon une procédure adaptée (article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

2-2.Décomposition en tranches et en lots

S'agissant de travaux de voirie, la consultation comprend 1 lot unique.

2-3.Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu en marché **UNIQUE**:

- soit avec un entrepreneur unique,
- soit avec des entrepreneurs groupés conjoints ou solidaires.

2-4.Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

2-5.Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base et n'ont pas à apporter de compléments au CCTP.

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-6.Délai de réalisation

Les travaux seront exécutés dans une période maximale de **2,5 mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

Le délai de réalisation fixé par le candidat est indiqué à l'article B5 de l'acte d'engagement.

A titre de justificatif de ce délai de réalisation des travaux, le planning d'exécution est joint au mémoire technique de l'entreprise.

2-7.Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8.Propriété intellectuelle

Sans objet.

2-9.Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-10. Modification de détail au dossier

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

Le Dossier de consultation est accessible sur la plate-forme de dématérialisation : klekoon.com et sur le site internet de la commune de Lapalisse.

Il sera expédié à chaque candidat qui fait une demande écrite à Monsieur le Maire de Lapalisse – Place du 14 Juillet – 03120 LAPALISSE, accompagnée d'un chèque de 10,60 € libellé à l'ordre du Trésor Public, pour couvrir les frais de reproduction et d'envoi des documents, ou remis contre récépissé à la mairie de Lapalisse.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les candidats transmettent leur candidature et leur offre **sous pli cacheté ou par voie électronique, au moyen de la plate-forme klekoon.com.**

Le pli porte l'indication de la consultation à laquelle il se rapporte : « **Procédure adaptée – Travaux sur voirie communale à Lapalisse – Programme 2017.** ». Bien qu'il ne soit plus nécessaire de présenter 2 enveloppes cachetées, le candidat prendra soin de présenter **les pièces administratives d'une part et les pièces relatives à l'offre d'autre part.** Ceci soit dans des chemises, soit dans des enveloppes.

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire européenne : EURO (€).

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s), les pièces particulières constitutives du marché le seront lors de la phase de mise au point du marché et constitueront l'exemplaire original.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- * l'avis d'appel public à la concurrence ;
- * le présent règlement de la consultation ;
- * l'acte d'engagement à compléter et à signer ;
- * le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- * le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- * le détail quantitatif et estimatif des travaux (DQE) ;
- * deux plans de situation.

3-2.Composition de l'offre à remettre par les candidats

Les candidats devront fournir :

Dans la première enveloppe intérieure (pièces relatives à la candidature) :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont celles prévues par les articles 44, 48 et 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et précisées par l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, à savoir :

1. **Une déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2. Les documents et renseignements suivants permettant de vérifier l'**aptitude à exercer l'activité professionnelle** du candidat :
 - un extrait K bis ou un document équivalent, datant de moins de trois mois.
3. Les documents et renseignements suivants permettant de vérifier la **capacité économique et financière** du candidat :
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des travaux similaires à ceux qui font l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - une copie de l'attestation d'assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du code civil.
4. Les documents et renseignements suivants permettant de vérifier les **capacités techniques et professionnelles** du candidat :
 - la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestation de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent, le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
 - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

En cas de candidature émanant de groupement d'entreprises, l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité. Les justificatifs énumérés ci-dessus seront fournis par chaque membre du groupement.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve demandés si ces documents ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur, et demeurent valables.

Dans la deuxième enveloppe intérieure (pièces relatives à l'offre)

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les(s) représentant(s) qualifié (s) du/des candidat(s),

Cet acte d'engagement est accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe, les documents suivants :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas dans le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Que les sous-traitant soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) : cadre ci-joint à compléter sans modification, il peut être accompagné de toute précision indispensable à l'analyse des offres ;
- Un document explicatif intitulé « mémoire technique » comprenant les renseignements suivants :
 - Aspects moyens humains et matériels mis à disposition du chantier
 - Provenance des fournitures pour le chantier
 - Fonctionnement du chantier envisagé/méthodologie
 - Programme d'exécution / Planning détaillé à la semaine
 - Un schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets (SOSED).

3-3. Documents à fournir par le candidat retenu

Conformément à l'article 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le marché ne pourra être attribué au candidat potentiellement retenu que sous réserve que celui-ci produise **dans le délai de trois jours**, à compter de la date de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur, les certificats et attestations suivants :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2015 ou l'imprimé NOTI2 (Etat annuel des certificats reçus) ;
- les pièces prévues aux articles R 1263-12, D 8222-5 ou D 8222-7 ou D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail ;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

A défaut d'avoir produit ces documents dans le délai imparti, le candidat sera éliminé. Le pouvoir adjudicateur présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 4 –JUGEMENT EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1.Sélection des candidatures

Lors de l'ouverture de la première enveloppe, ne seront pas admis par le pouvoir adjudicateur :

- les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché public ;
- les candidats qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes.

4-2.Jugement et classement des offres

Le pouvoir adjudicateur élimine les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur valide l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants et au tableau d'analyse des offres, pondérés ainsi :

- le prix des prestations (40%)
- le délai d'exécution au regard du délai proposé dans l'offre (30%) fixé en semaines (une semaine équivaut à 5 jours de travail)
- la valeur technique de l'offre, examinée au travers du mémoire établi par le candidat (30%)

Le pouvoir adjudicateur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement, prenant en compte la note sur 20 pour chacun des trois critères et le calcul de la moyenne pondérée correspondante.

METHODE DE NOTATION :

Le prix sera noté selon la méthode suivante :

- L'offre la plus basse obtient le maximum de points (20 points)
- Pour les autres offres, on retire 1 point pour 2 % d'écart par rapport au prix le plus bas.

Le délai sera noté selon la méthode suivante :

- Le délai est fixé en semaine, une semaine équivaut à 5 jours ouvrables de travail
- Le délai le plus court obtient le maximum de points (20 points)
- Pour les autres délais, on retire 1 point par semaine d'écart par rapport au délai le plus court.

Le délai d'exécution non fixé entraîne la note de 0/20

La valeur technique sera notée selon la méthode suivante :

- Aspects et moyens humains affectés aux chantiers par un organigramme détaillé de l'entreprise indiquant nominativement les responsabilités respectives des personnels concernés par le chantier **sur 2 points**
- Aspects et moyens matériels affectés au chantier définis par un organigramme détaillé par tâches d'exécution concernées par le chantier **sur 2 points**
- Provenance des fournitures affectées au chantier définies par une liste détaillée des principaux fournisseurs retenus ainsi que des fiches techniques ou certificats d'agrément des principaux matériaux qui seront utilisés sur le chantier **sur 3 points**
- Le fonctionnement du chantier doit être détaillé en prenant en compte les modalités de réalisation du chantier par phase de travaux en mettant en évidence des étapes clés, comprenant la mise en œuvre, les essais, les contrôles, les moyens mis en œuvre pour la conservation de la sécurité des utilisateurs du domaine public routier ainsi que des modalités d'accès aux propriétés riveraines **sur 5 points**
- Le programme d'exécution mettra en évidence le planning de réalisation des travaux par semaine calendaire, comprenant 5 jours ouvrables et prenant en compte les éventuelles interruptions de chantier **sur 4 points.**
- Le schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier retracera les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets, les centres de stockage ou unité de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets, les moyens de contrôle et de suivi de traçabilité de ces déchets **sur 4 points.**

La non production du mémoire technique entraîne la note de 0/20 pour la valeur technique de l'offre.

Les offres sont classées par ordre décroissant, l'offre la mieux classée étant retenue.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte. Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à modifier son offre en conséquence. En cas de refus, son offre sera éliminée car considérée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur, se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

ARTICLE 5 – NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager une négociation notamment si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas d'attribuer le marché au vu des offres reçues. La négociation sera menée par écrit, soit par mail ou par fax, avec l'ensemble des candidats dont l'offre est recevable et pourra porter sur un ou plusieurs éléments de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra également attribuer le marché sans négociation.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

L'offre sera transmise sous pli cacheté contenant :

- les justifications à produire par le candidat conformément à l'article 3-2 du présent règlement.
- l'offre de prix du candidat.

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">COMMUNE DE LAPALISSE Place du 14 juillet 03120 LAPALISSE</p> <p style="text-align: center;">OFFRE POUR LES TRAVAUX SUR VOIRIE COMMUNALE– PROGRAMME 2017- « NE PAS OUVRIR »</p>
--

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus aux heures habituelles d'ouverture de la mairie de LAPALISSE : du lundi au jeudi de 8 H à 12 H et de 13 H 30 à 17 H 30 et le vendredi de 8 H à 12 H et de 13 H 30 à 16 H 00.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées page 2 du présent règlement.

La transmission des candidatures et des offres par voie électronique est possible au moyen de la plate-forme de dématérialisation : klekoon.com. Le certificat électronique exigé est de niveau ** du RGS.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus, ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite adressée à :

Monsieur le Maire de LAPALISSE
Direction des services techniques
Place du 14 juillet - BP 63
03120 LAPALISSE

Les renseignements administratifs pourront être obtenus auprès de M. Didier BARDON, Responsable du Pôle juridique, au 04-70-99-72-63.

Les candidats désirant se rendre sur le site d'exécution des travaux peuvent le faire librement.

A Lapalisse, le 22 juin 2017

Jacques de CHABANNES
Maire de LAPALISSE